coordinations(2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section e législation, première chambre, aisi par le Ministre de l'Inté- ieur, le 9 juillet 1959, d'une emande d'avis sur un projet de oi "relatif aux locaux des ser- ices judiciaires et des conseils e prud'hommes", a donné le 30 eptembre 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 9e juli 1959 door de Minister van Binnenlanse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de lokalen der gerechtelijke dien- sten en der werkrechtersraden", heeft de 30e september 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but de régler les rapports entre l'Etat, d'une part, et les provinces et communes, d'autre part, en ce qui concerne les locaux occupés par les services judiciaires et les conseils de prud'hommes.

Pour la première fois ces rapports sont réglés dans un projet autonome. En effet, actuellement ils font l'objet de dispositions qui figurent dans la loi provinciale, dans la loi communale et dans quelques autres lois, notamment la loi du 22 janvier 1931 relative à la fiscalité provinciale et communale et une loi budgétaire du 31 mars 1936.

\+

\+ \+

Article 1er.

Cette disposition donne aux provinces et aux communes la faculté d'offrir à l'Etat le transfert de la propriété des bâtiments comprenant les locaux affectés à l'usage des cours d'assises, des tribunaux de première instance et de commerce, des justices de paix et des tribunaux de simple police, et des conseils de prud'hommes. La portée serait mieux précisée s'il y était indiqué que la faculté de transfert reconnue aux provinces et aux communes porte non seulement sur les locaux affectés directement à l'usage des cours d'assises et des tribunaux, mais encore aux services concernant l'administration de la justice.

La question du transfert du mobilier affecté aux services judiciaires et aux conseils de prud'hommes est réglée à l'article 5 du projet.

L'achat du mobilier incombait jusqu'en 1931, en ce qui concerne les locaux destinés aux cours d'assises, aux tribunaux de première instance et de commerce, aux administrations provinciales, et, en ce qui concerne les locaux destinés aux justices de paix et de simple police, aux administrations communales.

La loi du 22 janvier 1931 relative à la fiscalité provinciale et communale mit fin à cette obligation qui avait été imposée aux provinces par la loi provinciale (article 69, 2°) et aux communes par la loi communale (article 131, 8°).

En vertu d'une loi budgétaire du 8 avril 1936, les provinces sont toutefois tenues de pourvoir à l'achat du mobilier nécessaire pour le service des conseils d'appel de prud'hommes, et les communes à celui du mobilier nécessaire pour le service des conseils de prud'hommes.

En cas de transfert de la propriété des bâtiments ou locaux, le mobilier nécessaire au fonctionnement des services établis dans ces bâtiments ou locaux doit suivre le sort de ceux-ci.

Il serait, dès lors, plus logique que la disposition qui a pour objet de régler cette question soit insérée à l'article 1er.

Tenant compte de ces observations, l'article 1er pourrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Les provinces et les communes sont autorisées à offrir le transfert à l'Etat de la propriété des bâtiments comprenant les locaux affectés à l'usage des cours d'assises, des tribunaux de première instance et de commerce, des justices de paix et des tribunaux de simple police et des conseils de prud'hommes, ainsi que des services concernant l'administration de la justice.

Tout transfert comprend le matériel et le mobilier mis par les provinces et les communes à la disposition des services judiciaires et des conseils de prud'hommes".

Article 2.

Selon cette disposition l'Etat peut refuser la reprise de certains bâtiments ou locaux dont le transfert lui est offert par une province ou une commune.

Aux termes du 1° notamment, l'Etat n'est pas tenu d'accepter le transfert des bâtiments qui ne sont pas exclusivement ou principalement affectés à l'usage des services judiciaires et des conseils de prud'hommes.

.../...

Le terme "exclusivement" est trop absolu. En effet, ainsi qu'il a été dit dans l'observation faite à propos de l'article 1er, les bâtiments affectés à l'usage des services judiciaires comprennent presque toujours des bureaux qui ne sont pas, à proprement parler affectés à des services judiciaires, mais dont l'installation dans ces locaux contribue au bon fonctionnement de la justice.

L'emploi de l'adverbe "exclusivement" risquerait de ruiner l'économie du projet; il y a donc lieu de l'omettre.

Article 3.

Cet article concerne les provinces et les communes qui n'auraient pas volontairement transféré à l'Etat la propriété des bâtiments destinés aux services judiciaires et aux conseils de prud'hommes, ou dont l'offre de transférer la propriété de ces bâtiments aurait été déclinée par l'Etat par application de l'article 2. Ces provinces et communes continueront à être soumises au même régime que celui qui existe actuellement pour toutes les provinces et communes du Royaume.

C'est à leur intention que le projet reproduit l'article 69, 2°, de la loi provinciale et l'article 131, 8°, de la loi communale en apportant toutefois à ces dispositions les modifications qui résultaient déjà implicitement de la loi du 22 janvier 1931 relative à la fiscalité provinciale et communale.

.../...

L'article 3 remplace aussi l'article 14 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, qui est actuellement rédigé comme suit :

"Article 14. Les minutes des actes des juges de paix en matière civile et de police sont déposées tous les ans dans un local fourni par l'administration communale, et les expéditions en seront délivrées par les greffiers de ces juges.

Les juges de paix veillent, sous leur responsabilité, à l'exécution de cette disposition et prennent reçu de l'administration communale".

Le projet supprime le dernier membre de phrase de l'alinéa 1er, ce qui est rationnel puisque l'obligation de délivrer des expéditions découle de l'article 160 nouveau de la loi du 18 juin 1869.

Par contre, la suppression de l'obligation de déposer "tous les ans" les minutes et la suppression de l'obligation pour le juge de paix de veiller, sous sa responsabilité, à l'exécution de cette disposition, ne sont pas justifiées dans l'exposé des motifs.

A défaut de justification, ces dispositions ne peuvent être omises dans la rédaction nouvelle de l'article 14.

L'article 137 du Code d'instruction criminelle dispose que les juges de paix connaissent comme juges de police des contraventions. Dans la pratique,

le dépôt des minutes de cette juridiction comporte dans ces deux cas celui de certaines pièces de procédure qui demeurent annexées aux minutes. Si le Gouvernement estime devoir consacrer cet usage, l'article 14 devrait être modifié en conséquence. Un texte, en ce sens, est à toutes fins proposé ci-après.

\+

\+ +

Pour certaines juridictions dont le ressort s'étend à plusieurs provinces ou communes, le législateur a prévu que les loyers et les frais d'entretien des locaux seront répartis entre les provinces ou les communes intéressées. Ainsi en est-il des conseils de prud'hommes d'appel dont le ressort s'étend à plusieurs provinces (loi budgétaire du 8 avril 1936, article 4), des conseils de prud'hommes (mêmes loi et article), et des tribunaux de police dont le ressort s'étend à plusieurs cantons (loi du 12 juin 1937).

Le projet supprime le principe de la répartition des frais entre les provinces ou communes desservies par la juridiction. Ces frais incombent, dès lors, exclusivement à la province ou à la commune qui est le siège de la juridiction.

En contrepartie de cette charge, l'administration provinciale ou communale bénéficiera, le cas échéant, de l'indemnité dont il est question à l'article 6 du projet.

.../...

Tenant compte de ces observations, l'article 3 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 3.-

§ 1er. L'article 69, 2°, de la loi provinciale est remplacé par la disposition suivante :

"2° Les loyers et les frais, autres que les réparations de menu entretien, des locaux des cours d'assises, des tribunaux de première instance et de commerce et des conseils de prud'hommes d'appel, lorsque l'Etat n'est pas lui-même propriétaire ou locataire de ces locaux".

§ 2. L'article 131, 8°, de la loi communale est remplacé par la disposition suivante :

"8° Les loyers et les frais, autres que les réparations de menu entretien, des locaux des justices de paix et des tribunaux de simple police et des conseils de prud'hommes de première instance, dans les communes où ces juridictions siègent, lorsque l'Etat n'est pas lui-même propriétaire ou locataire de ces locaux".

§ 3. L'article 14 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 14. Les minutes et les annexes des actes des juges de paix en matière civile et de police sont déposées tous les ans dans un local fourni par l'administration communale, lorsque l'Etat n'est pas propriétaire ou locataire des locaux de la justice de paix.

Les juges de paix veillent, sous leur responsabilité, à l'exécution de cette disposition et prennent reçu de l'administration communale".

§ 4. A l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 12 juin 1937 portant règlement des frais de greffe et de parquet près les tribunaux de police, chargés de desservir plusieurs cantons, les mots :"Les frais de loyer et d'entretien des locaux servant aux audiences du tribunal de police, à son greffe et à son parquet", sont supprimés".

Article 4.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 4.-

Les provinces et les communes qui n'usent pas de la faculté de transférer à l'Etat la propriété des locaux affectés à l'usage des services judiciaires et

.../...

des conseils de prud'hommes, ne peuvent, sans l'autorisation du Ministre de la Justice ou du Ministre du Travail, suivant le cas, en disposer en tout ou en partie, ni apporter des modifications quelconques à leur affectation".

Article 5.

Il a été proposé, à l'occasion de l'examen de l'article 1er, d'insérer dans cet article la disposition qui fait l'objet de l'article 5.

Article 6.

Cette disposition, qui deviendrait l'article 5, serait mieux rédigée comme suit :

"Article 5.-

L'Etat alloue une indemnité aux provinces et aux communes qui ne peuvent lui transférer la propriété des locaux, soit parce qu'elles n'en sont pas propriétaires, soit parce qu'il en refuse le transfert en vertu de l'article 2.

.../...

Lorsqu'une province ou une commune, soumise aux obligations fixées à l'article 69, 2°, de la loi provinciale et à l'article 131, 8°, de la loi communale, ne met pas à la disposition des services judiciaires et des conseils de prud'hommes des locaux appropriés ou n'en assure pas l'entretien d'une manière suffisante, l'Etat peut suspendre le paiement de l'indemnité.

Le Roi détermine les modalités de la fixation du montant de l'indemnité et de la suspension du paiement de celle-ci".

Article 7.

Cette disposition, qui deviendrait l'article 6, serait mieux rédigée comme suit :

"Article 6.-

L'Etat peut, à tout moment, affecter à l'usage des services judiciaires et des conseils de prud'hommes, installés dans des bâtiments ou des locaux dont la propriété ne lui est pas transférée, des locaux acquis, construits, aménagés ou pris en location à cet effet.

Dès ce moment, la province ou la commune n'ont droit à aucune indemnité à charge de l'Etat".

.../...

Article 8.

Cet article abroge plusieurs dispositions. Il serait souhaitable d'abroger également l'article 4 de l'arrêté du 30 fructidor an X,qui règle le traitement fixe des greffiers des tribunaux de police dans les villes où il y a plusieurs justices de paix.

L'article 8, qui deviendrait l'article 7, serait, dès lors, rédigé comme suit :

"Article 7.-

Sont abrogés :

1° l'article 4 de l'arrêté du 30 fructidor an X,qui règle le traitement fixe des greffiers des tribunaux de police dans les villes où il y a plusieurs justices de paix;

2° l'article 2, i, de la loi du 22 janvier 1931 relative à la fiscalité provinciale et communale;

3° l'article 4 de la loi du 31 mars 1936 contenant le budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale pour 1936".

Article 9.

Cet article devient l'article 8.

Het ontwerp strekt tot regeling van de betrekkingen tussen de Staat enerzijds en de provinciën en gemeenten anderzijds ter zake van de lokalen van gerechtelijke diensten en werkrechtersraden.

Voor de eerste maal wordt een op zich zelf staand ontwerp gewijd aan deze betrekkingen, waarvoor thans bepalingen gelden die verspreid liggen over de provinciale wet, de gemeentewet en enkele andere wetten, waaronder de wet van 22 januari 1931 op het provinciaal en gemeentelijk belastingswezen en een begrotingswet van 31 maart 1936.

\+

\+ \+

Artikel 1.

Krachtens deze bepaling kunnen provincies en gemeenten aan de Staat de overdracht aanbieden van de eigendom der gebouwen, waarin zich de lokalen bevinden ten gerieve van hoven van assisen, rechtbanken van eerste aanleg, rechtbanken van koophandel, vredegerechten, rechtbanken van eenvoudige politie en werkrechtersraden. De strekking zou nauwkeuriger omschreven zijn indien werd aangegeven, dat mogelijkheid tot overdracht niet alleen slaat op de lokalen die rechtstreeks voor de dienst van hoven van assisen en rechtbanken, maar ook op die welke door de bij de rechtsbedeling betrokken diensten worden gebruikt.

.../...

De kwestie van de overdracht van het door de gerechtelijke diensten en de werkrechtersraden gebruikte meubilair is geregeld in artikel 5 van het ontwerp.

Tot in 1931 kwam de aankoop van meubilair voor de lokalen van hoven van assisen, rechtbanken van eerste aanleg en rechtbanken van koophandel ten laste van de provinciebesturen, voor de lokalen van vredegerechten en rechtbanken van eenvoudige politie ten laste van de gemeentebesturen.

De wet van 22 januari 1931 op het provinciaal en gemeentelijk belastingswezen heeft een einde gemaakt aan deze verplichting, die de provincies door de provinciale wet (artikel 69, 2°) en de gemeenten door de gemeentewet (artikel 131, 8°) was opgelegd.

Krachtens een begrotingswet van 8 april 1936 behoren de provincies echter te zorgen voor de aankoop van meubilair ten behoeve van werkrechtersraden van beroep, de gemeenten voor de aankoop van meubilair ten behoeve van werkrechtersraden.

Bij overdracht van de eigendom van de gebouwen of lokalen moet ook het meubilair ten behoeve van de daarin gevestigde diensten worden overgedragen.

Het zou derhalve logischer zijn de desbetreffende bepaling in artikel 1 in te voegen.

.../...

Met inachtneming van deze opmerkingen kan artikel 1 als volgt worden gelezen :

"Artikel 1.-

Provincies en gemeenten zijn gemachtigd aan de Staat de overdracht aan te bieden van de eigendom der gebouwen waarin de lokalen ten gerieve van hoven van assisen, rechtbanken van eerste aanleg, rechtbanken van koophandel, vredegerechten, rechtbanken van eenvoudige politie, werkrechtersraden en bij de rechtsbedeling betrokken diensten zijn gelegen.

In elke overdracht zijn ook betrokken het materieel en het meubilair, dat provincies en gemeenten ter beschikking van de gerechtelijke diensten en werkrechtersraden hebben gesteld".

Artikel 2.

Volgens dit artikel kan de Staat weigeren, sommige gebouwen of lokalen waarvan de overdracht hem door een provincie of gemeente wordt voorgesteld, over te nemen.

Luidens de tekst onder 1° is de Staat bijvoorbeeld niet gehouden, de overdracht van niet uitsluitend of voornamelijk door gerechtelijke diensten en werkrechtersraden gebruikte gebouwen te aanvaarden.

.../...

De term "uitsluitend" is te sterk. Zoals in de opmerking bij artikel 1 is gezegd, zijn er in de gebouwen ten gerieve van gerechtelijke diensten nagenoeg altijd kantoren die eigenlijk niet gebruikt worden door gerechtelijke diensten maar waarvan de vestiging in die lokalen bijdraagt tot de goede werking van het gerecht.

Het bijwoord "uitsluitend" brengt de ganse opzet van het ontwerp in gevaar en dient dus te vervallen.

Artikel 3.

Dit artikel heeft betrekking op provincies en gemeenten die de eigendom van gebouwen ten gerieve van gerechtelijke diensten en werkrechtersraden niet vrijwillig aan de Staat mochten hebben overgedragen, of wier aanbod tot overdracht door de Staat bij toepassing van artikel 2 mocht zijn afgewezen. Voor deze provincies en gemeenten zal dezelfde regeling blijven gelden als die welke thans voor alle provincies en gemeenten van het Rijk toepassing vindt.

Om hunnentwille neemt het ontwerp artikel 69, 2°, van de provinciale wet en artikel 131, 8°, van de gemeentewet over, met de wijzigingen evenwel die reeds impliciet volgden uit de wet van 22 januari 1931 op het provinciaal en gemeentelijk belastingswezen.

.../...

Artikel 3 vervangt ook artikel 14 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, dat thans als volgt luidt :

"Artikel 14.- De minuten van de akten der vrederechters in burgerlijke zaken en in politiezaken worden jaarlijks neergelegd in een door het gemeentebestuur verstrekt lokaal, en de uitgiften ervan worden door de griffiers van die rechters afgeleverd.

De vrederechters zorgen ervoor, onder hun verantwoordelijkheid, dat deze bepaling wordt nageleefd, en vorderen een ontvangstbewijs van het gemeentebestuur".

Het ontwerp laat het laatste zinsdeel van het eerste lid vervallen, hetgeen rationeel is, aangezien de verplichting om uitgiften te bezorgen voortvloeit uit het nieuw artikel 160 van de wet van 18 juni 1869.

De opheffing van de verplichting om de minuten "jaarlijks" neer te leggen en van de aan de vrederechter opgelegde verplichting om, onder zijn verantwoordelijkheid, ervoor te zorgen dat deze bepaling wordt nagekomen, is in de memorie van toelichting niet verantwoord.

Zonder verantwoording mogen deze bepalingen niet achterwege worden gelaten in de nieuwe lezing van artikel 14.

.../...

Artikel 137 van het Wetboek van strafvordering bepaalt, dat de vrederechters als politierechter kennis nemen van de overtredingen. In de praktijk worden in beide gevallen niet alleen de minuten van deze rechtbank neergelegd, maar ook sommige procedurestukken die bij de minuten gevoegd blijven. Wil de Regering dit gebruik in stand houden, dan zou artikel 14 dienovereenkomstig moeten worden gewijzigd. Voor zover dienstig, wordt hieronder een tekst in die zin voorgesteld.

\+

\+ \+

Voor sommige rechtscolleges, waarvan het rechtsgebied meer dan een provincie of gemeente bestrijkt, heeft de wetgever bepaald, dat de kosten voor huur en onderhoud van de lokalen over de betrokken provincies en gemeenten moeten worden omgeslagen. Dit is het geval met de werkrechtersraden van beroep waarvan het rechtsgebied zich over verscheidene provincies uitstrekt (begrotingswet van 8 april 1936, artikel 4), de werkrechtersraden (zelfde wet en zelfde artikel) en de politierechtbanken waarvan het rechtsgebied zich over verscheidene kantons uitstrekt (wet van 12 juni 1937).

In het ontwerp vervalt het beginsel, dat de kosten worden omgeslagen over de door het rechtscollege bediende provincies en gemeenten. Deze kosten komen derhalve uitsluitend ten laste van de provincie of de gemeente waar het rechtscollege gevestigd is.

.../...

Als tegenprestatie voor deze last, zal het provincie- of gemeentebestuur bij voorkomend geval de in artikel 6 van het ontwerp bedoelde vergoeding ontvangen.

Met inachtneming van deze opmerkingen ware artikel 3 als volgt te lezen :

"Artikel 3.-

§ 1. Artikel 69, 2°, van de provinciale wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° De huurgelden en de kosten, behalve die voor geringe herstellingen, betreffende de lokalen van hoven van assisen, rechtbanken van eerste aanleg, rechtbanken van koophandel en werkrechtersraden van beroep, wanneer de Staat zelf geen eigenaar of huurder van die lokalen is".

§ 2. Artikel 131, 8°, van de gemeentewet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"8° De huurgelden en de kosten, behalve die voor geringe herstellingen, betreffende de lokalen van vredegerechten, rechtbanken van eenvoudige politie en werkrechtersraden van eerste aanleg in de gemeenten waar die rechtscolleges gevestigd zijn, wanneer de Staat zelf geen eigenaar of huurder van die lokalen is".

.../...

§ 3. Artikel 14 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 14.De minuten en bijlagen van de akten der vrederechters in burgerlijke zaken en in politiezaken worden jaarlijks neergelegd in een door het gemeentebestuur verstrekt lokaal, wanneer de Staat geen eigenaar of huurder van de lokalen van het vredegerecht is.

De vrederechters zorgen ervoor, onder hun verantwoordelijkheid, dat deze bepaling wordt nageleefd, en vorderen een ontvangstbewijs van het gemeentebestuur".

§ 4. In artikel 1, eerste lid, van de wet van 12 juni 1937 tot regeling van de griffie- en parketkosten van de politierechtbanken die er mede zijn belast verschillende kantons te bedienen, worden de woorden : "de kosten voor huur en onderhoud van de lokalen die voor de terechtzittingen van de politierechtbank, voor de griffie en voor het parket van deze rechtbank dienen" geschrapt".

.../...

Artikel 4.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen:

"Artikel 4.-

Provincies en gemeenten die geen gebruik maken van de mogelijkheid om de eigendom van lokalen ten gerieve van gerechtelijke diensten en werkrechtersraden aan de Staat over te dragen, mogen er, zonder machtiging van de Minister van Justitie of van de Minister van Arbeid, al naar het geval, noch geheel noch gedeeltelijk over beschikken, noch enige wijziging brengen in hun bestemming".

Artikel 5.

Bij de bespreking van artikel 1 is voorgesteld, aldaar de bepaling van artikel 5 in te voegen.

Artikel 6.

Deze bepaling, die artikel 5 zou worden, kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 5.-

De Staat kent een vergoeding toe aan provincies en gemeenten die hem de eigendom van de

.../...

lokalen niet kunnen overdragen, hetzij omdat zij er geen eigenaar van zijn, hetzij omdat hij de overdracht ervan weigert krachtens artikel 2.

Wanneer een provincie of een gemeente, die gebonden is door de verplichtingen vastgesteld bij artikel 69, 2°, van de provinciale wet en artikel 131, 8°, van de gemeentewet, geen geschikte lokalen ter beschikking van de gerechtelijke diensten en de werkrechtersraden stelt, of ze niet voldoende onderhoudt, kan de Staat de uitkering van de vergoeding schorsen.

De Koning bepaalt op welke wijze het bedrag van de vergoeding vastgesteld en de uitkering van deze vergoeding geschorst wordt".

Artikel 7.

Deze bepaling, die artikel 6 zou worden, kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 6.-

De Staat kan, te allen tijde, ten gerieve van gerechtelijke diensten en werkrechtersraden die ondergebracht zijn in gebouwen of lokalen waarvan de eigendom hem niet werd overgedragen, lokalen ter beschikking stellen welke hij met dat doel zal hebben aangekocht, gebouwd, ingericht of gehuurd.

.../...

Van dat tijdstip af heeft de provincie of de gemeente geen recht op enige vergoeding ten laste van de Staat".

Artikel 8.

Dit artikel heft verscheidene bepalingen op. Het ware raadzaam ook artikel 4 van het besluit van 30 fructidor jaar X op te heffen, dat de vaste wedde van griffiers van politierechtbanken in steden met meer dan één vredegerecht regelt.

Artikel 8, dat artikel 7 zou worden, ware dan als volgt te lezen :

"Artikel 7.-

Opgeheven worden :

1° artikel 4 van het besluit van 30 fructidor jaar X, tot regeling van de vaste wedde van griffiers van politie rechtbanken in steden met meer dan één vredegerecht ;

2° artikel 2, i, van de wet van 22 januari 1931 op het provinciaal en gemeentelijk belastingswezen ;

3° artikel 4 van de wet van 31 maart 1936 houdende begroting van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg voor 1936".

Artikel 9.

Dit artikel wordt artikel 8.

---

a chambre était composée de

essieurs : J. SUETENS, premier président,
e Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la ersion française et la version éerlandaise a été vérifiée sous e contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté ar M.W.VAN ASSCHE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.W.VAN ASSCHE, auditeur.

E GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.